

Jean-Pierre Obin

## **L'école émasculée ?**

(Les cahiers d'Éducatons et devenir n°40, 1996)

S'il est un domaine qui constitue encore un tabou dans l'éducation nationale, c'est bien celui des différences de réussite entre filles et garçons à l'école, de leurs manifestations, de leurs causes et de leurs effets. Cela fait belle lurette que Pierre Bourdieu a soulevé le lièvre des inégalités dues à l'origine sociale des élèves, et qu'Antoine Prost nous a alerté sur celles qui provenaient de leur origine géographique. De puissants dispositifs de "discrimination positive", certains anciens comme les bourses, d'autres plus récents comme les ZEP, permettent de redistribuer aujourd'hui les moyens consacrés à l'éducation de manière plus équitable entre familles riches et pauvres, régions en pointe et en retard, établissements favorisés et défavorisés.

Pour réduire les inégalités entre garçons et filles en revanche : rien ou presque ! Même la recherche est à la traîne : un seul ouvrage, au titre d'ailleurs ambigu<sup>1</sup>. Quant à l'action ministérielle : vraiment rien ! Mes étudiants de l'IUFM de Lyon (90% de filles, doit-on encore employer le masculin ?), beaucoup d'entre eux licenciés de sciences humaines, s'exclament d'étonnement lorsque je leur présente un graphique (ci-joint) montrant les proportions de bachelières et de bacheliers parmi les jeunes de chaque département métropolitain : c'est la première fois qu'ils entendent parler de cette question.

Si l'on prend comme indicateur de la réussite scolaire la détention du baccalauréat (d'autres sont possibles, ils donnent sensiblement les mêmes résultats et celui là est intéressant car le bac ouvre l'accès aux études supérieures jugées aujourd'hui nécessaires), les filles réussissent massivement mieux que les garçons. Dans certains départements les écarts sont proprement étonnants : + 30 points dans l'Aveyron et les Hautes-Alpes, + 27 dans le Gers, + 23 dans les Hautes-Pyrénées, etc. A cette échelle, et surtout s'agissant de départements ruraux, il ne s'agit plus d'une curiosité mais d'un phénomène social, et qui ne manquera pas d'avoir des conséquences en beaucoup de domaines et notamment sur le développement économique de ces régions : départ des femmes vers les villes, difficulté pour les hommes à se marier, à reprendre ou à créer une exploitation agricole familiale, etc. Une autre fracture sociale en perspective...

L'opinion quant à elle, bercée par l'idéologie de la domination masculine, croit dur comme fer, cinquante ans après que la tendance se soit inversée, les garçons plus forts à l'école. Les médias présentent fréquemment des études montrant la meilleure réussite sociale des hommes. Evidemment tout dépend de ce qu'on appelle "réussite sociale" et des critères qu'on se donne pour la mesurer. Si l'on observe l'accès aux postes de responsabilité politique, nul doute qu'ils restent

---

<sup>1</sup> C. Baudelot et R. Establet, "Allez les filles !"

encore largement aux mains des hommes. Mais pourquoi se borner à ce critère et ne jamais prendre en compte le pouvoir dans la famille, dans les associations et les syndicats, ou encore à l'école ? Quels sont les processus réels par lesquels notre société évolue ? Si l'on s'accorde pour dire qu'on ne change pas la société par décret, alors il faut en conclure que les hommes ne détiennent que le simulacre du pouvoir, l'ombre et non la proie ! Écoutons Jules Ferry dans son célèbre discours d'avril 1870 : "Celui qui tient la femme, celui là tient tout, d'abord parce qu'il tient l'enfant, ensuite parce qu'il tient le mari... C'est pour cela que l'Eglise veut retenir la femme, et c'est aussi pour cela qu'il faut que la démocratie la lui enlève... sous peine de mort".

L'étude de Marielsa Lopez, dans ce numéro, montre de quelle manière au Venezuela les mères et les institutrices ont été les principaux agents de la réussite différenciée des filles et des garçons : principalement par le biais de la prise en compte différenciée des valeurs transmises. En France une étude récente, passée inaperçue et portant sur la transmission des valeurs <sup>2</sup>, attire l'attention sur l'inversion de l'attente majoritaire des parents vis à vis de l'École. Il y a dix ou quinze ans, dans un siècle qui semblait illusoirement apaisé, et dans un pays qui pensait à "changer la vie", l'attente dominante était aux valeurs féminines : épanouissement personnel, recherche du bonheur, harmonie avec la nature... Aujourd'hui, sous l'effet du développement de la crise économique, du chômage et des tensions internationales, les parents demande à l'École de transmettre des valeurs plus viriles : compétition, persévérance, pugnacité...

Or l'École, pendant cette période, s'est massivement féminisée, corps et âme pourrait-on dire. Du côté du corps - enseignant - les derniers bastions masculins des sciences, de l'EPS et de l'enseignement technique sont tombés ou sur le point de le faire ; même le métier de conseiller d'éducation, profession où le rapport à la loi est pourtant central, attire aujourd'hui très majoritairement des jeunes filles ; les personnels de direction suivent, ne serait-ce que par l'effet mécanique d'une base de recrutement largement féminisée. Quant à l'âme, c'est-à-dire aux valeurs portées par les éducateurs, une étude sur le recrutement récent des professeurs <sup>3</sup> montre comment l'existence de "filtres" symboliques - les représentations et les attentes concernant le métier - privilégie l'accès à la fonction de personnes "davantage portées que la moyenne à s'épanouir dans un environnement sécurisant et chaleureux". Du coup, non seulement ce métier attire plus de trois quarts de femmes, mais le quart d'hommes restant "manifestent une tonicité assez faible et une propension à vivre un peu en marge des grands mouvements qui animent leur environnement". En résumé, alors que la société semble en demande d'une virilisation des valeurs transmises par l'école aux enfants et aux jeunes, celle-ci est en train d'achever de se féminiser. Il y a là plus que le germe d'un divorce durable entre la société et son école, et d'un risque d'une frustration prolongée des Français en matière d'éducation.

Car la question fondamentale est celle-ci : quel monde et quelle société voulons-nous, et donc quelle école peut favoriser les évolutions ou les stabilités jugées nécessaires ? Risquons ici deux réponses personnelles.

**Je souhaite un monde pacifié et démocratique.** S'il est une leçon à retenir du vingtième siècle, en particulier pour l'école, c'est que l'instruction ne préserve pas de la barbarie, ni le

---

<sup>2</sup> J-F. Barbier-Bonnet, "Comment les valeurs viennent aux enfants ?", colloque de l'IDEF, 8-10 décembre 1994.

<sup>3</sup> COFREMCA, "Observatoire des enseignants", MEN, 1987.

pacifisme de la guerre. Les démocraties doivent savoir éduquer à la paix et en même temps ne pas baisser la garde : la défense de la démocratie impose parfois de faire la guerre. Les valeurs viriles, et parmi elles les plus typées, les vertus militaires, ne sont pas caduques et doivent au contraire être cultivées, bien sûr au prix d'une certaine modernisation. L'École doit donc éduquer au goût du risque, au courage physique, à la résistance aux agressions, etc. en même temps qu'aux valeurs de la démocratie, la liberté, l'égalité, la tolérance et la justice.

**Je souhaite une société sexuée.** Le monde évolué, animal ou végétal, est un monde où les fonctions sont sexuellement différenciées. Nous faisons partie de ce monde évolué. De plus l'être humain est un être social ; c'est même la seule créature dont la plupart des comportements sont socialement déterminés, proviennent de l'éducation et non d'une programmation génétique. La sexuation de la société - appelons ainsi la différenciation sexuelle des rôles sociaux - même si elle est fondée biologiquement, se transmet essentiellement par l'éducation. Outre le développement de la recherche biomédicale qui pourrait permettre de s'affranchir dans l'avenir des différences physio-biologiques, le succès d'une idéologie "unisexe" qui milite pour la disparition de la différenciation des rôles sociaux entre les femmes et les hommes, nous mène droit, si nous n'y prenons garde, à une société de protozoaires, triste et amollie.

Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de souhaiter un improbable retour en arrière en revenant sur l'acquis essentiel de la démocratie que constitue l'égalité des droits et des statuts sociaux. Le refus de toute forme d'autorité instituée de l'homme sur la femme, ou de la femme sur l'homme, dans la vie politique, professionnelle, scolaire, religieuse ou familiale est un progrès que j'espère irréversible. Il s'agit de faire en sorte que l'abolition de toute hiérarchie n'entraîne pas forcément celle de toute différenciation des rôles sociaux. La fin d'une société sexiste n'implique aucunement celle d'une société sexuée.

En tant que modèle, lieu d'expérimentation sociale et reflet de la société, l'école se devrait donc, plutôt que de chercher à les supprimer, de cultiver les différenciations sexuelles des rôles sociaux. Et comme en tout domaine, ce n'est pas dans le rejet du passé, mais par le respect de la tradition (c'est-à-dire des valeurs qui ont permis le développement des rôles sociaux traditionnels de la femme et de l'homme) que les éducateurs pourront permettre aux jeunes d'accéder à la liberté, notamment celle, une fois devenu adultes, de faire évoluer ces rôles s'ils le souhaitent. Cela passe sans doute par le respect d'un certain équilibre au sein du pouvoir scolaire, dont on sait qu'il est avant tout un pouvoir enseignant.

Sinon il risque bien d'arriver à l'école de France - et après elle à la société - la même mésaventure qu'au Moyen Age à son célèbre fondateur.

Héloïse fut la première à en pleurer...